Communiqué conjoint des ministères des affaires étrangères de la France, de l'Allemagne, des Etats-Unis et du Royaume-Uni, du 15 mars 2024, sur le 13e anniversaire du soulèvement syrien.

2024-03-15

L'Allemagne, les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni ont publié la déclaration suivante à l'occasion du 13e anniversaire du soulèvement syrien :

Il y a 13 ans jour pour jour, le peuple syrien descendait dans la rue pour manifester pacifiquement et demander la liberté et le respect des droits de l'Homme. Le régime du président Assad a répondu à ces manifestations par une campagne de répression et d'atrocités qui perdurent jusqu'à aujourd'hui. Depuis mars 2011, le conflit en Syrie a fait plus de 500.000 morts et entraîné le déplacement forcé de plus de la moitié de la population syrienne. Les efforts concertés du Royaume-Uni, des Etats-Unis d'Amérique, de la France et de l'Allemagne visent à mettre fin aux souffrances du peuple syrien. Nous continuons également d'exiger que les coupables rendent des comptes et de demander justice, et nous appelons à la libération des civils détenus arbitrairement. Nous saluons et soutenons le travail d'organisations telles que la Commission d'enquête internationale et le Mécanisme international, impartial et indépendant, qui documentent les crimes perpétrés en Syrie, ainsi que la nouvelle Institution indépendante des Nations unies chargée de la question des personnes disparues en République arabe syrienne.

La guerre en Syrie n'est pas terminée. Au cours de l'année écoulée, les souffrances des Syriens ordinaires ont persisté, que ce soit à cause du régime du président Assad, de ses alliés ou des terroristes de Daech. Depuis le mois d'octobre, le régime du président Assad a intensifié sa campagne de bombardements impitoyables des civils vivant en dehors de la zone sous son contrôle. Avec l'appui de la Russie, le régime du président Assad a mené des attaques dans tout le Nord-Ouest de la Syrie, faisant 500 victimes civiles et entraînant le déplacement de plus de 120.000 personnes. Nous appelons à mettre fin immédiatement à ces attaques. Le Nord-Est de la Syrie a connu une nouvelle escalade de la violence, avec notamment des attaques de Daech dont les atrocités ne doivent pas être oubliées. À cet égard, nous remercions l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et l'Equipe d'enquête et d'identification pour leur dernier rapport qui concluait à l'existence de motifs raisonnables de croire que Daech avait commis à Marea en 2015 des attaques à la moutarde

au soufre. Empêcher la réémergence de Daech reste une priorité absolue. Nous appelons la communauté internationale à se mobiliser autour des tâches qui restent à accomplir pour trouver des solutions durables pour les résidents des camps d'Al-Hol et d'Al-Roj, ainsi que pour traiter la question des membres de Daech détenus.

Les effets dévastateurs des séismes de février 2023 se font toujours sentir aujourd'hui. En 2024, le nombre de Syriens ayant besoin d'une aide humanitaire en Syrie s'élève à 16,7 millions. Dans le Nord-Ouest, l'acheminement prévisible et sans entrave de l'aide humanitaire, y compris l'aide humanitaire transfrontalière, est essentiel pour que les civils puissent bénéficier d'un soutien adéquat. Les donateurs et les partenaires internationaux ont besoin d'une prévisibilité plus forte pour planifier et passer des marchés et nous demandons au régime du président Assad d'accorder un accès illimité aux points de passage aussi longtemps que le besoin persistera, afin d'assurer une réponse durable et viable.

Nous sommes de plus en plus préoccupés par les menaces découlant du commerce de la drogue illicite qu'est le captagon, dont le régime du président Assad, avec le soutien des milices alliées à l'Iran et d'autres acteurs, tire de vastes bénéfices pour financer sa répression du peuple syrien. Une coordination internationale est nécessaire pour faire face aux effets néfastes du captagon qui contribue à l'instabilité dans toute la région. Nous demandons au régime du président Assad de cesser de participer à ce commerce et de prendre des mesures significatives pour enrayer le trafic de drogue organisé par d'autres acteurs en Syrie.

Nous demeurons déterminés à faire cesser les violations des droits de l'Homme dont le régime du président Assad se rend coupable à l'égard du peuple syrien. Les manifestations pacifiques à Soueïda qui se poursuivent depuis l'été dernier montrent que les aspirations à la paix, à la liberté et à la dignité qui avaient déclenché les manifestations il y a 13 ans perdurent.

Nos pays ne voient aucune possibilité de normalisation avec le régime du président Assad, de financement de la reconstruction ou de levée des sanctions tant qu'il n'y aura pas de progrès véritables, significatifs et durables sur la voie d'une solution politique. Un règlement politique conduit et pris en main par les Syriens conformément à la résolution 2254 du Conseil de sécurité des Nations unies est le seul mécanisme viable susceptible d'apporter une paix durable au peuple syrien. Les conditions d'un retour volontaire en Syrie des réfugiés, dans la sécurité et la dignité, avec le soutien de la communauté internationale, ne sont pas encore réunies et nous demandons au régime du président Assad de mettre en oeuvre les réformes nécessaires pour protéger la liberté, la dignité et les droits de l'Homme de tous les Syriens. Nous nous félicitons de l'annonce faite par l'Envoyé spécial des Nations unies Geir Pedersen de l'organisation d'une réunion du comité constitutionnel à Genève en avril et nous demandons instamment à toutes les parties d'accepter l'invitation et de participer sérieusement aux travaux de ce comité.

Source : https://www.diplomatie.gouv.fr, le 19 mars 2024

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/293431-ministere-de-leurope-et-des-affaires-etrangeres-15032024-syrie